

PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE - OCTOBRE 2022

Belgique-België  
P 407015  
1040 Bruxelles 4  
1/4167

# Phylactère

LE MAGAZINE DU CJC

## DOSSIER - ALIMENTATION : ENJEUX ET DÉFIS

Une responsabilité individuelle ?

JEUNESSE, MOBILITÉ ET ENVIRONNEMENT - CJC  
// UNE PAGE SE TOURNE CHEZ VOLONT'R // NOS  
MOUVEMENTS DE JEUNESSE : VERS DES CAMPS PLUS  
DURABLES // UNE « NOUVELLE VENUE » AU CJC -  
FÉDÉRATION DES RÉCUPÉRATHÈQUES



Conseil  
de la **Jeunesse**  
Catholique

# 4

## Focus CJC

Jeunesse,  
mobilité et environnement.

# 10

## Focus membres

Trois reportages au cœur des organisations membres du CJC : Volont'R, Fédération des Récupérathèques, Fédération Nationale des Patros & les Guides.

# 24

## Parole aux membres

La participation consciente : le mode de paiement qui réduit efficacement les inégalités ! - Déclic en PerspectivES.  
S'engager pour la sécurité dans les jeux de rôle grandeur nature, tout un programme ! - BE Larp.

# 27

## Portrait

Agathe Piette, Eco-conseillère.

# 8

## Parole à l'équipe

Du nouveau en AFL.

# 16

## Dossier

Alimentation: enjeux et défis.

# 26

## Bons tuyaux

Formations, campagnes et outils pédagogiques conseillés par la rédaction.

## Edito

# Alimentation : l'heure est à l'action, en Belgique et à travers le monde

Le 16 octobre dernier avait lieu la journée mondiale de l'alimentation. Cette journée fut l'occasion de mettre en lumière cet enjeu fondamental qui n'a que trop peu été considéré ces dernières années, notamment du fait des crises climatique, sanitaire, économique et géopolitique.

Les mêmes crises qui fragilisent chaque jour un peu plus des populations qui souffrent déjà de précarité alimentaire.

Comment ne pas interroger notre modèle de consommation lorsque nous devons constater notre extrême dépendance à ces flux mondiaux ? Souvenons-nous de ces marchandises stoppées net pendant cent jours par l'Ever Given, ce porte-conteneurs géant qui s'était échoué en mars 2021, bloquant le canal de Suez et avec lui le commerce mondial et les milliards de tonnes de marchandises. L'extrême dépendance des populations aux flux mondiaux de marchandises plaide indéniablement en faveur d'une souveraineté alimentaire retrouvée et localisée.

Alors que la guerre gronde en Europe, c'est la moitié de la planète qui tremble de ne savoir si le grenier à blé monde pourra ou non honorer ses engagements. En effet, l'Ukraine est un des principaux exportateurs mondiaux de céréales et la perspective d'un chantage russe sur l'exportation de ces denrées firent planer le spectre de la famine dans de nombreux pays en 2022. L'alimentation est ici utilisée comme une arme.

Face aux manifestations d'une crise climatique et à l'urgence d'y répondre pour préserver la planète, l'environnement et la biodiversité, une partie de la réponse viendra sans nul doute d'une agriculture raisonnée guidée par des citoyens et citoyennes soucieux et soucieuses de manger à leur faim tout en préservant leur habitat et l'environnement. Il va sans dire que pour ce qui intéresse les pays membres de l'Union Européenne, le pacte vert européen constitue un outil central, certes perfectible, pour atteindre les objectifs climatiques fixés en 2019.

Enfin, selon le programme alimentaire mondial, en 2022, c'est plus de 828 millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim à travers le monde. Ce chiffre est édifiant. C'est près de 150 millions de personnes en plus qu'en 2019. C'est insupportable.

L'heure est à l'action, en Belgique et à travers le monde.

Dans notre dossier, nous présenterons les enjeux de la souveraineté alimentaire ainsi que des initiatives très concrètes prises par les membres du CJC pour une alimentation au service des populations, des jeunes en particulier, et de la planète.

Bonne lecture.

Joris Fakroune  
Secrétaire Général  
CJC

Une partie de la réponse viendra sans nul doute d'une agriculture raisonnée.

PHYLACTÈRE - PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE DU CONSEIL DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE (CJC) - BE416.289.158 - 25, rue des Drapiers - 1050 Ixelles - 02/2303283 - info@cj.be - www.cjc.be - Registre des Personnes Morales Tribunal de Bruxelles - ÉDITEUR RESPONSABLE - Joris Fakroune - COORDINATION - Estelle Namur - ÉQUIPE DE RÉDACTION - Ludovic Emmada, Joris Fakroune, Émilie Quenon, Estelle Namur, Victor Valet - ONT ÉGALEMENT COLLABORÉ À LA RÉDACTION DE CE NUMÉRO - Joanna Przewoznik (BE Larp), Maxime Rousseaux et Caroline Vandeput (Déclic en PerspectivES), Agathe Piette - MISE EN PAGE - Urielle Coeman - PHOTO DE COUVERTURE - Pauline Demanet - IMPRIMÉ par Media Process - Imprimé sur du papier recyclé.

## Jeunesse, mobilité et environnement

### Zéro émission dans nos associations !

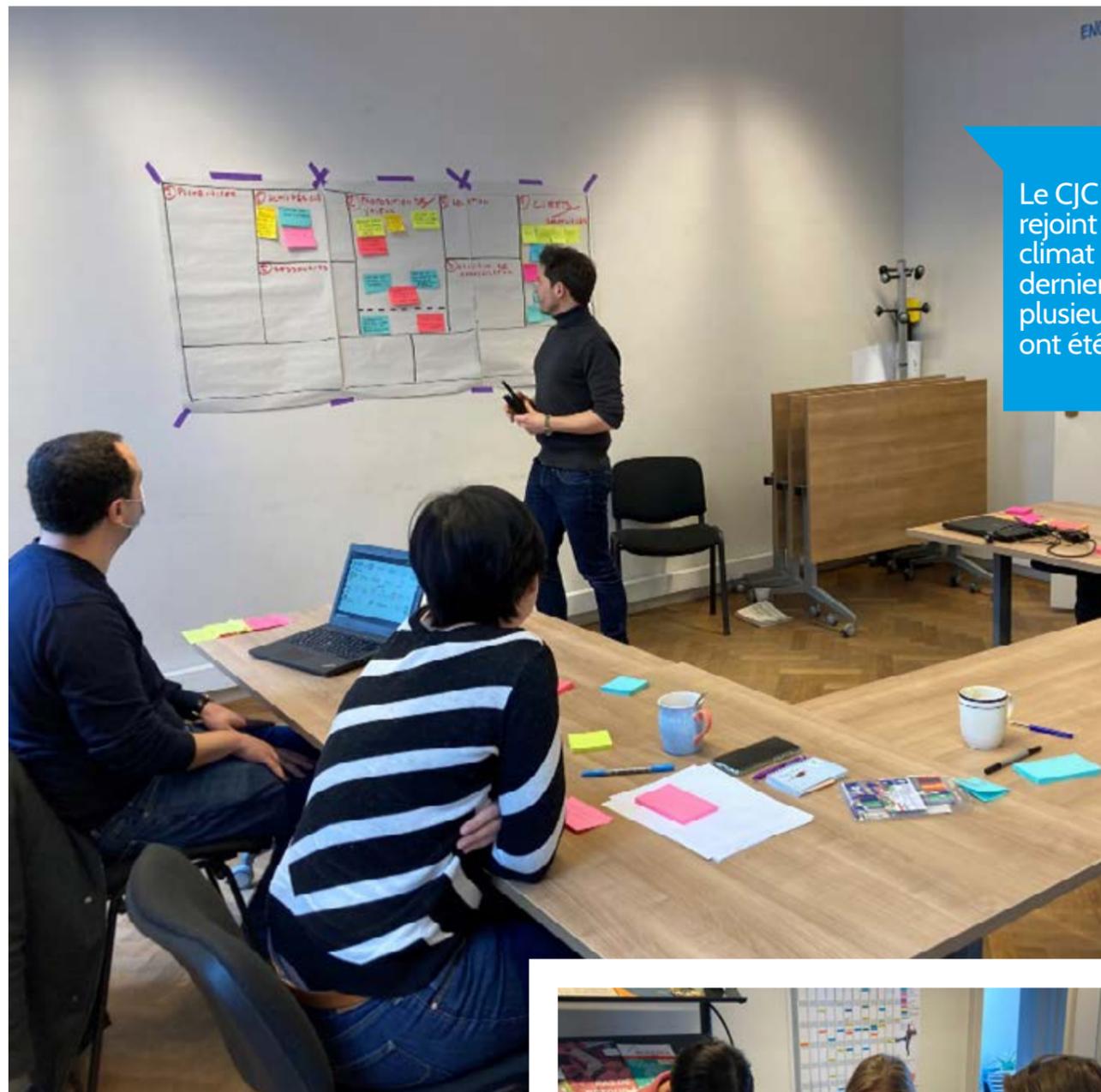
La vague de chaleur vécue cet été est un nouveau rappel d'un fait que nul ne n'ignore : le réchauffement climatique bouleverse le fonctionnement de la planète, menace nos écosystèmes et toutes les personnes qui y vivent. Personne ne peut non plus nier que c'est l'humain qui a en majeure partie causé les problèmes environnementaux auquel il doit aujourd'hui faire face.

Le CJC a donc décidé de mobiliser ses forces pour agir. Dans un premier temps, l'Assemblée Générale a mandaté notre Fédération pour travailler sur un plan « zéro émission dans nos associations ». Son objectif : travailler sur les différentes facettes de notre Fédération et de nos organisations membres pour réduire nos émissions, limiter notre impact environnemental et maximiser notre impact éducatif. Le CJC a donc rejoint la coalition climat en juin dernier, puis plusieurs actions ont été entamées.

### Des actions générales

La première d'entre-elles, une formation au changement, a été proposée aux coordinateurs et coordinatrices d'association, afin de faciliter l'adoption de pratiques permettant de réduire leur impact environnemental. Au chapitre des actions généralistes, a également lieu en ce moment même le test d'une démarche de diagnostic environnemental. Quatre associations membres et le CJC accueillent un prestataire externe cinq demi-journées. Chacune de celles-ci fait appel à un outil d'intelligence collective qui propose aux professionnel·les ou aux volontaires, selon ce qui a été décidé par l'association, de réfléchir ensemble à l'impact environnemental de leur association. Il s'agit donc moins d'un diagnostic technique, que d'une démarche participative qui permet d'impliquer les équipes dans l'intégralité du processus, des constats initiaux à la réalisation de pistes induites par ces constats.

Au CJC, des représentant·es de chaque équipe ont participé au diagnostic afin que les résultats soient les plus représentatifs possibles, et que toutes les équipes soient impliquées dans la réflexion sur ce qui pouvait être fait pour réduire l'empreinte écologique de l'équipe professionnelle, mais aussi par la Fédération pour aider ses membres à réduire leur empreinte.



Le CJC a donc rejoint la coalition climat en juin dernier, puis plusieurs actions ont été entamées.

### Un travail sur la mobilité...

Au-delà de ces actions généralistes, il a été décidé de travailler en 2022 les questions de mobilité. Le diagnostic évoqué plus haut a fait la part belle à ces questions. Le constat a été fait que l'équipe du CJC avait déjà en très grande majorité recours aux transports en commun, au vélo et à la marche pour se rendre sur ses lieux de travail. Il apparaissait donc compliqué de réduire l'empreinte du CJC en travaillant sur cette dimension. En revanche, plusieurs choses peuvent être faites pour encourager les visiteurs et visiteuses à se rendre dans nos bureaux via la mobilité douce, et pour proposer des solutions moins émettrices aux membres du CJC. C'est sur ces pistes que notre Fédération travaillera dans les prochains mois.





... et un grand évènement !

Enfin, après plusieurs mois de préparation, le 4 octobre voyait la KBR à Bruxelles accueillir le colloque mobilité du CJC : Détour Vert Le Futur !

Construit comme une journée participative à destination de l'ensemble des Organisations de Jeunesse autour des questions de mobilité dans le secteur Jeunesse et de son impact environnemental, Détour Vert le Futur a vu défiler une centaine de participant-es motivé-es, une équipe du CJC hyper-efficace et un foule d'intervenant-es enthousiastes et enthousiasmant-es.

Après une introduction du ministre fédéral de la Mobilité, Georges Gilkinet, de la ministre FW-B de la Jeunesse, Valérie Glatigny, et du Secrétaire Général du CJC, Joris Fakroune, débutaient les débats impliquant des représentants de Défi, d'Ecolo, des Engagé-es, du MR et du PTB. Ces débats furent l'occasion pour ces représentants, d'exposer au secteur Jeunesse leurs positions au sujet des formules tarifaires des transports en commun, de la qualité de la couverture territoriale des transports en commun, de la question des transports dans l'accès des jeunes aux loisirs ou au travail, ou encore de la place de la voiture individuelle dans notre société.

Pour permettre à notre public de passer à un moment plus actif, le CJC proposait après ces débats, un moment appelé « Foire de la mobilité ». Durant celle-ci, onze stands présentaient des initiatives ayant trait à la mobilité et étant susceptible d'intéresser le secteur Jeunesse. Leasing de vélos d'entreprise, application proposant des défis à réaliser en ligne, outils pédagogiques pour travailler la mobilité dans sa zone d'activité ou idées d'activités mobiles et itinérantes,

nombreux furent les sujets d'échange. Aux yeux de l'équipe du CJC, avoir permis à certains et certaines de repartir avec des pistes d'action ou des contacts à solliciter rapidement est une des belles réussites de cette journée.

L'après-midi démarrait avec une activité participative donnant l'occasion au public de s'exprimer sur les actions déjà menées dans son association en termes de mobilité et d'environnement, et sur la possibilité et la pertinence d'en mener d'autres.

La journée se clôturait avec un moment que nous attendions beaucoup : une discussion sur l'urgence climatique, la mobilisation de la jeunesse et le secteur Jeunesse, avec des expert-es de ces questions. Pierre Courbe, Étienne de Callatay, Maxime Lambrecht, Lucie Morauw et Nicolas Van Nuffel sont donc venu-es nous livrer leurs visions et réflexions sur la place que le secteur Jeunesse peut jouer dans les questions environnementales. Sans retranscrire l'entièreté des idées ayant émergé de cette discussion, les intervenant-es sont longuement revenu-es sur le rôle pédagogique que peut jouer le secteur Jeunesse, et sur la qualité d'exemple que peuvent avoir les activités de nos associations, notamment en termes de mobilité, mais aussi d'alimentation ou d'utilisation de l'énergie. L'échange fut très didactique, et également un beau moment de cette journée.

Après une grande première rondement menée, les prochains mois devraient nous permettre de traiter les données et réflexions recueillies à cette occasion et de voir comment le CJC les exploitera pour avoir un impact positif sur notre mobilité et notre environnement. En attendant, le CJC remercie encore une fois l'intégralité des intervenant-es et des participant-es pour cette journée. To be continued...

Victor Valet  
CJC



« Parcours Vert le Futur »

On le sait, quand il s'agit de modifier ses pratiques, le plus difficile est de se lancer puis de pérenniser le changement. Afin d'encourager les opérateurs jeunesse (mais aussi toute autre association ou groupe de jeunes) à découvrir l'impact de notre mobilité et à explorer les alternatives existantes, le CJC a développé l'outil « Parcours Vert le Futur ». Il se présente sous la forme d'un poster parsemé de curieuses zones claires. Ces zones claires correspondent à des défis (expliqués dans un livret annexe) qui permettent de se rendre compte qu'il existe une série d'alternatives à notre mobilité actuelle, que ces alternatives sont parfois simples à mettre en place, et qu'à chaque situation peut correspondre une combinaison d'alternatives. Une fois le défi rempli, le groupe peut poster une preuve de cet accomplissement sur [le padlet](#) dédié (voir code QR), puis coller le sticker correspondant (également distribués en annexe) sur son poster. Quand tous les défis seront accomplis, le poster sera complet !

Envie de vous procurer cet outil ?

Envoyez un mail à [cjc@cjc.be](mailto:cjc@cjc.be) pour connaître les modalités d'envoi.

### Du nouveau en AFL

*Du sang neuf coule dans les veines de l'équipe Administrative-Financière-Logistique (AFL) du CJC ! Outre Fabien Lamy, technicien informatique et Céline Coppens, assistante administrative présentée dans le Phylactère précédent, l'équipe AFL accueille une nouvelle Secrétaire Générale Adjointe de Gestion et un nouveau chargé de projets AFL.*

#### Ephrem Nalundja

Au CJC, j'occupe le poste de chargé de projets AFL. De manière générale, la fonction est basée sur trois compétences clés : la gestion administrative, comptable et logistique.

J'ai un attachement pour le monde associatif. J'ai travaillé pour plusieurs sociétés commerciales et pendant ce temps, j'avais toujours une association où je pouvais soit adhérer soit participer à la mise en œuvre de leur missions, visions et objectifs. Depuis plusieurs années, j'ai toujours fait du volontariat, le but étant d'appartenir à une association.

L'esprit associatif revêt la volonté de travailler ensemble, dans un environnement d'échange des idées et d'apprentissage des responsabilités.

Travailler pour le Conseil de la Jeunesse Catholique est pour moi une opportunité d'ajouter une pierre à ce grand édifice dans une vision professionnelle. Travailler en équipe, apprendre des nouvelles choses, s'adapter et atteindre les objectifs constituent un vrai challenge pour moi. Maintenant que cette réalité est vécue dans une association aussi impressionnante qu'est le CJC, j'ai l'opportunité d'accomplir un vœu dans un environnement où je peux travailler avec des équipes bien soudées !



#### Adèle Guillaume

Après avoir travaillé huit ans dans le non-marchand au service de projets humains et tournés vers la jeunesse, c'est avec grand enthousiasme que je suis arrivée au CJC cet été. Un nouveau chapitre qui fait sens dans mon parcours, un nouveau défi encore plus grand à relever pour et par la jeunesse !

Forte de mes expériences et rencontres passées, j'ai la conviction qu'il est primordial de soutenir et de défendre les Organisations qui construisent des projets avec les jeunes, en leur permettant de sépanouir, s'engager et de prendre la parole pour un monde différent à la hauteur de leurs rêves. Je ne peux que me sentir à ma place, en tant qu'Adjointe de Gestion au sein du CJC.

En tant qu'Adjointe de Gestion, ce que je fais tous les jours ? Je coordonne et accompagne les équipes Emploi et AFL dans leurs projets ambitieux, j'impulse et porte les nouvelles idées au sein du Secrétariat Général, dans le cadre donné par l'AG et le CA, et j'assure la bonne marche opérationnelle du CJC, tant dans sa dimension financière et administrative qu'immobilière et logistique. Tout un programme !

Depuis juillet, j'ai d'ailleurs trouvé au CJC des travailleurs et travailleuses attachés-es à de belles valeurs formant une équipe soudée et accueillante. Aussi, une motivation et une énergie à revendre ! J'espère pouvoir leur apporter le meilleur des soutiens pour faire grandir les projets et les services à nos membres.

Je suis aussi enthousiaste à l'idée de vivre prochainement le fonctionnement de notre Fédération, d'être présente aux Assemblées Générales, de voir la force de frappe de 26 Organisations membres et d'assister à nos débats bouillonnants !

J'ai encore beaucoup à apprendre et cela ne sera possible qu'à travers vous et nos futurs échanges. Au plaisir de tous vous (re)voir et de papoter autour d'un verre !

*Propos recueillis par Estelle Namur  
CJC*

## Une page se tourne chez Volont'R

*Martine, coordinatrice au sein de Volont'R, quittera bientôt l'association après vingt-six années passées en son sein. L'occasion pour l'équipe du Phylactère de faire le point avec cette travailleuse au parcours exceptionnel.*

### *Qu'est-ce qui t'a donné l'envie de travailler chez Volont'R ?*

Son objet social et le fait qu'il soit destiné à la jeunesse. Enseignante de formation, j'ai exercé deux ans mais j'y ai préféré la formation non formelle telle que pratiquée chez Volont'R. Outre le fait qu'on apporte un plus aux publics des institutions, on fait découvrir beaucoup de choses aux jeunes volontaires.

### *Quel a été ton parcours au sein de l'association ?*

J'ai commencé comme animatrice et j'ai exercé un volontariat en service de gériatrie hospitalier tout au début. À l'époque c'était un passage obligatoire et j'ai vite compris qu'il était très utile... J'en ai encore des souvenirs aujourd'hui. Toutes les explications que l'on pourrait fournir ne peuvent vraiment traduire ce qu'il apporte et/ou ce qu'on en retire. Je suis devenue coordinatrice en 2003 à un moment où il a fallu un peu batailler pour obtenir le renouvellement de notre reconnaissance en tant que Service de jeunesse.

### *Un moment chez Volont'R qui a marqué ta carrière ?*

C'est ce moment-là qui a marqué ma carrière et je suis heureuse d'avoir pu relever le défi afin que le service continue d'exister et même se développer. Aujourd'hui cela me fait plaisir d'entendre que des professeur-es viennent demander une collaboration parce qu'ils ou elles ont gardé des souvenirs de leur retraite sociale quand ils ou elles étaient étudiant-es.

### *Une anecdote drôle à nous partager ?*

Quand j'étais animatrice, je m'occupais des réunions de préparation des candidat-es au volontariat. Lors de ces réunions, nous expliquions les gestes pratiques qu'ils ou elles pouvaient poser. Nous montrions notamment comment refaire un lit (déjà cela est drôle en soi car cela fait longtemps que nous ne le faisons plus, les contenus et méthodologies ayant fortement changé...). Nous louions des bureaux chez Caritas International et la structure avait des studios pour les étudiant-es à l'étage. Nos réunions se faisaient le samedi pour toucher les jeunes qui n'étaient pas libres en semaine. Lorsque je suis rentrée dans le local où se trouvait le lit qui servait pour la réunion, je me suis retrouvée nez à nez avec une personne qui dormait là (visiblement elle n'avait pas eu le courage de remonter dans sa chambre...). C'était toujours un peu bizarre de se retrouver à travailler dans ce grand bâtiment vide le samedi... Une fois c'est le garde qui m'a dit que je lui avais fait peur !

### *Un projet mené par Volont'R qui te tient particulièrement à cœur ?*

Le projet all-in mis en place par une maman d'enfant moins valide et qui a permis l'ouverture d'une classe spécialisée dans une école ordinaire. Ceci pour permettre plus d'inclusion : les temps de pause et certaines activités se font en commun (élèves valides et moins valides). La maman a fait appel à nous pour chercher et surtout pour encadrer et former des volontaires qui sont présent-es lors de ces moments en commun. De plus, lors de la pandémie, des activités en ligne ont été mises sur pied, ce qui a permis de réduire l'isolement de ce public particulièrement touché.



### *Comment qualifierais-tu l'évolution de Volont'R entre le moment où tu es arrivée et aujourd'hui ?*

Volont'R a connu une « évolution dynamique ». J'entends par dynamique, le fait de pouvoir s'adapter aux besoins du terrain, aux évolutions techniques et sociales ainsi que du secteur Jeunesse, aux réglementations mais aussi aux imprévus comme ceux générés par la pandémie.

Au départ, l'association n'envoyait des volontaires que dans les hôpitaux et maisons de repos. Elle s'est ouverte aux crèches, institutions pour personnes moins valides et n'a cessé de collaborer avec de nouvelles structures ou projets. J'ai beaucoup apprécié le fait de pouvoir participer à ces évolutions, à ces débats permettant des choix stratégiques. Avec la pandémie, nous avons innové en proposant des activités en visioconférence et en réorientant/diversifiant nos activités avec le public scolarisé.

Volont'R ne s'est pas toujours appelée ainsi, ce nom a été choisi, en rupture avec une étiquette un peu vieillotte, à l'arrivée de la nouvelle loi sur le volontariat qui attribua un statut au volontaire.

Une cellule communication a été créée grâce à l'engagement de chargé-es de communication, ceci a permis des tas de choses importantes : création d'un site internet, amélioration du trimestriel puis création d'une newsletter, réalisation d'un dossier pédagogique, communication via réseaux sociaux...

La liste des évolutions est longue et donc je ne saurais tout énumérer ici.

### *Si tu devais choisir trois mots pour qualifier Volont'R aujourd'hui, quels seraient-ils ?*

Dynamisme pour ce que je viens d'expliquer. Motivation : celle des membres de l'équipe et des volontaires à tous niveaux, membres du CA compris. Et altruisme : celui des participant-es volontaires même si, comme on le dit souvent, tu donnes mais tu reçois également en retour...

### *Que souhaites-tu à l'association pour les années à venir ?*

De pouvoir continuer à répondre aux besoins sociétaux à venir, plus particulièrement ceux des jeunes et des personnes fragilisées, grâce au maintien de la reconnaissance comme Service de jeunesse par les pouvoirs publics.

*Propos de Martine De Booseré  
recueillis par Emilie Quenon  
CJC*

## Nos mouvements de jeunesse : vers des camps plus durables

*Les mouvements de jeunesse ont toujours eu une relation privilégiée avec la nature. En plus de mettre les jeunes dans une perspective d'émancipation sociale et dans une posture CRACS, les camps permettent de découvrir les bienfaits de la vie en plein air. La sensibilisation à la protection de l'environnement est une des nombreuses missions des mouvements.*

### Camps et alimentation durable

Du côté des Guides, l'association conseille aux animateurs et animatrices le site [fristouille.org](http://fristouille.org) qui est un planificateur de repas et permet de repenser son assiette, de glaner des idées de repas plus respectueux de l'environnement. Sur le site, les ingrédients proposés sont locaux, de saison et biologiques. Les recettes sont majoritairement végétales, afin d'inciter à la réduction de consommation de produits animaux (viande, produits laitiers, poisson...). Le planificateur permet également de trouver des recettes en tenant comptes de critères tels que les allergènes ou les intolérances.

La Fédération Nationale des Patros, quant à elle, propose une fiche pour soutenir la consommation locale, un guide des bonnes adresses<sup>1</sup> : « Team Demain - Où trouver des produits locaux ». Elle conseille également à ses membres de s'assurer que les menus des camps soient cohérents par rapport aux fruits et légumes de saison et partage, pour ce faire, un calendrier des fruits et légumes de saison<sup>2</sup>. Consommer moins de viande fait encore partie des conseils prodigués par la Fédération qui partage le livre de recette Good Food<sup>3</sup> de Bruxelles environnement, pour plus de veggie et moins de gaspi, dont peuvent s'inspirer les animateurs et animatrices.

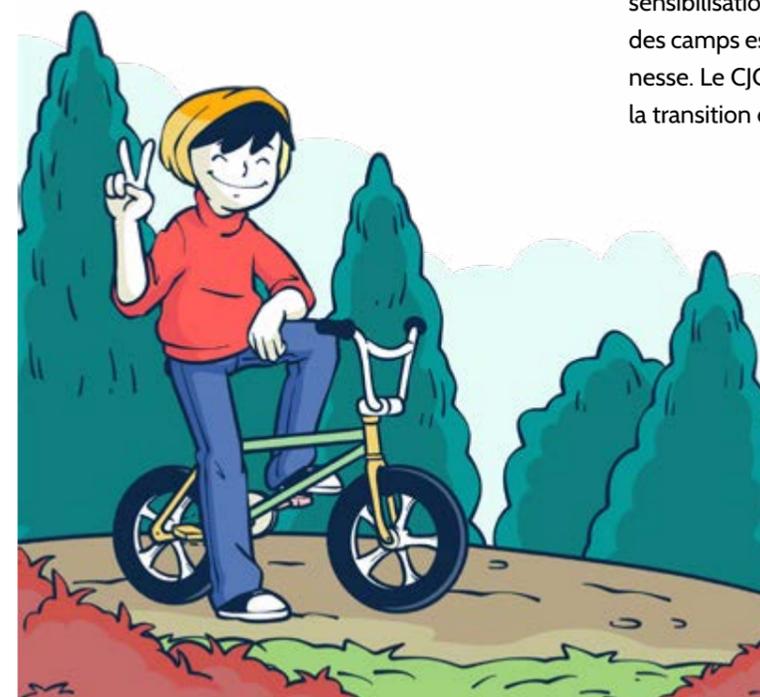


### Camps et mobilité douce

Même si tous les camps ne sont pas accessibles en transport en commun, les mouvements de jeunesse bénéficient de voyages gratuits sur le réseau TEC les week-ends (vendredis compris), les jours fériés et durant les congés scolaires moyennant réservation.

Pour les voyages en train, le transport des enfants de moins de douze ans est gratuit pour autant qu'il y ait un accompagnateur pour quatre enfants. À partir de quinze personnes, la SNCB adapte la formule tarifaire du billet « Groupe » pour que les groupes à partir de quinze personnes bénéficient d'une réduction de 60 % par rapport au prix du billet standard. Les groupes qui réservent leur voyage continuent à bénéficier de la garantie de places assises dans le train.

La Fédération Nationale des Patros propose également de louer une camionnette via Europcar quand l'accès en transport en commun est impossible.



### Camps et activités de sensibilisation

Pour soutenir les animateurs et animatrices dans la mise en place d'activités dans la nature, les mouvements de jeunesse (Les Guides, le Patro, les Scouts, les Scouts et Guides Pluralistes et les Faucons Rouges) ont contribué à l'élaboration de l'outil Wood'Kit<sup>4</sup>, paru en 2017 et dont la coordination a été gérée par l'asbl Empreintes. La brochure a notamment pour objectif de faire découvrir aux jeunes la forêt et la rivière, leurs rôles, leurs richesses et leurs fonctions. Avec l'outil Wood'Kit en somme, l'idée est que les camps et les animations de weekends prennent davantage en compte la nature, l'eau, les déchets, l'alimentation, l'environnement-santé, les déplacements. L'outil est mis à disposition sur les sites respectifs du Patro et des Guides qui proposent à leurs membres d'organiser pour leur groupe une activité issue du Wood'Kit, en guise de défi « vert ».

Le Patro met également à disposition de ses staffs une malle « développement durable » qui contient des jeux de société, des activités de sensibilisation, des trucs et astuces pour vivre le développement durable au sein de chaque patro, le tout autour de thématiques diverses comme l'énergie, la gestion des déchets, l'alimentation, l'eau, la mondialisation, la démocratie, la publicité ou encore l'environnement<sup>5</sup>.

On le voit, favoriser la transition des camps vers plus de durabilité via une alimentation durable, une réduction des déchets, des activités de sensibilisation à la biodiversité, une mobilité douce, une hygiène lors des camps est un des objectifs poursuivis par nos mouvements de jeunesse. Le CJC, en tant que Fédération, félicite ces initiatives et soutient la transition écologique de l'ensemble de ses organisations membres.

Ludovic Emmada & Émilie Quenon  
CJC

<sup>1</sup> [www.patro.be/wp-content/uploads/2019/05/Team-Demain-O%C3%B9-trouver-des-produits-locaux.pdf](http://www.patro.be/wp-content/uploads/2019/05/Team-Demain-O%C3%B9-trouver-des-produits-locaux.pdf)

<sup>2</sup> [www.rtb.be/article/calendrier-des-fruits-et-des-legumes-de-saison-9086395?id=9086395](http://www.rtb.be/article/calendrier-des-fruits-et-des-legumes-de-saison-9086395?id=9086395)

<sup>3</sup> [https://document.environnement.brussels/opac\\_css/elecfile/BRO\\_Alim\\_RecetteG-F\\_FR.pdf](https://document.environnement.brussels/opac_css/elecfile/BRO_Alim_RecetteG-F_FR.pdf)

<sup>4</sup> WOODKIT - un outil pour des camps plus respectueux de l'environnement ([www.empreintes.be/wood-kit/](http://www.empreintes.be/wood-kit/))

<sup>5</sup> La malle développement durable - Fédération Nationale des Patros (<https://patro.be/malle/la-malle-developpement-durable/>)

## Une « nouvelle venue » au CJC

La Fédération des Récupérathèques vient de rejoindre le CJC. C'est avec enthousiasme que le CJC les accueille au sein de la Fédération et vous présente une association plutôt atypique. La Fédération des Récupérathèques est implantée en Belgique, en France et aux Pays-Bas. Ses missions principales en tant que modèle fédératif sont d'accompagner, de relier et de valoriser les récupérathèques.

### Mais, au fond, c'est quoi une récupérathèque ?

Une récupérathèque est un espace coopératif dédié à l'échange de matériaux de réemploi au sein d'une communauté de créateurs et créatrices, fonctionnant avec sa propre monnaie et qui a pour ambition de promouvoir un modèle économique soutenable basé sur la gouvernance partagée, la solidarité et le lien social.

### Quels sont les objectifs d'une récupérathèque ?

Les objectifs d'une récupérathèque sont de favoriser la durabilité, la solidarité, de créer du lien social et de mettre en place une économie ultra-locale. Une récupérathèque fonctionne grâce à l'appui de volontaires échangeant des matériaux, des apprentissages et de conseils techniques.

### Quelle est l'innovation du modèle économique proposé par une récupérathèque ?

Le modèle innovant de l'économie sociale proposé par les récupérathèques se base sur l'achat de matériaux avec la monnaie de la récupérathèque, non échangeable contre de la monnaie réelle. Comment acquérir cette monnaie symbolique ? Les jeunes étudiant-es peuvent collecter des matériaux, ou rendre des services à la récupérathèque et obtiennent en échange cette monnaie symbolique, clef de voûte du fonctionnement d'une Récupérathèque. Cette monnaie vise un idéal de mixité sociale, en mettant tous et toutes les jeunes étudiant-es sur un pied d'égalité. Cette monnaie, symbole d'une contrepartie de services offerts à la collectivité, permet de soutenir l'afflux de jeunes volontaires dans la gestion d'une récupérathèque. Ingénieux, non ?

### D'où proviennent les matériaux ?

Les matériaux disponibles dans le magasin proviennent entre autres d'anciens projets d'étudiants et d'étudiantes, d'entreprises et d'institutions culturelles extérieures aux écoles.



### Comment sont-ils récoltés ?

Les récoltes s'effectuent dans deux périmètres, tout d'abord celui de l'institution (le flânage), et ensuite à l'extérieur, dans un rayon maximum de quinze kilomètres (le glanage). Le flânage est prioritaire dans les récoltes car l'objectif est d'exploiter au maximum les ressources déjà présentes au sein de l'établissement et de fonctionner en circuit le plus court possible. Dans ce but, des avis de passage sont disposés sur des matériaux ou d'anciennes pièces qui semblent abandonnées. Il permet de gagner de l'espace au sein de l'établissement.

Le glanage permet parfois d'apporter des matériaux de réemploi de meilleure qualité, des matériaux non présents sur le site, ou de plus grandes dimensions, plus rares, plus précieux, etc. Il s'effectue grâce à des partenariats établis entre les glaneurs et glaneuses et des entreprises ou des institutions culturelles.

### C'est quoi, cette monnaie unique et symbolique ?

Une monnaie alternative propre au magasin est instaurée pour échanger des matériaux ou des services rendus par les étudiants et étudiantes adhérant à une récupérathèque. La monnaie alternative ne s'échange pas contre de la monnaie réelle, ce qui permet une plus grande équité entre les adhérents et les adhérentes, en permettant de pallier aux différences de pouvoir d'achat entre les jeunes en écoles supérieures.

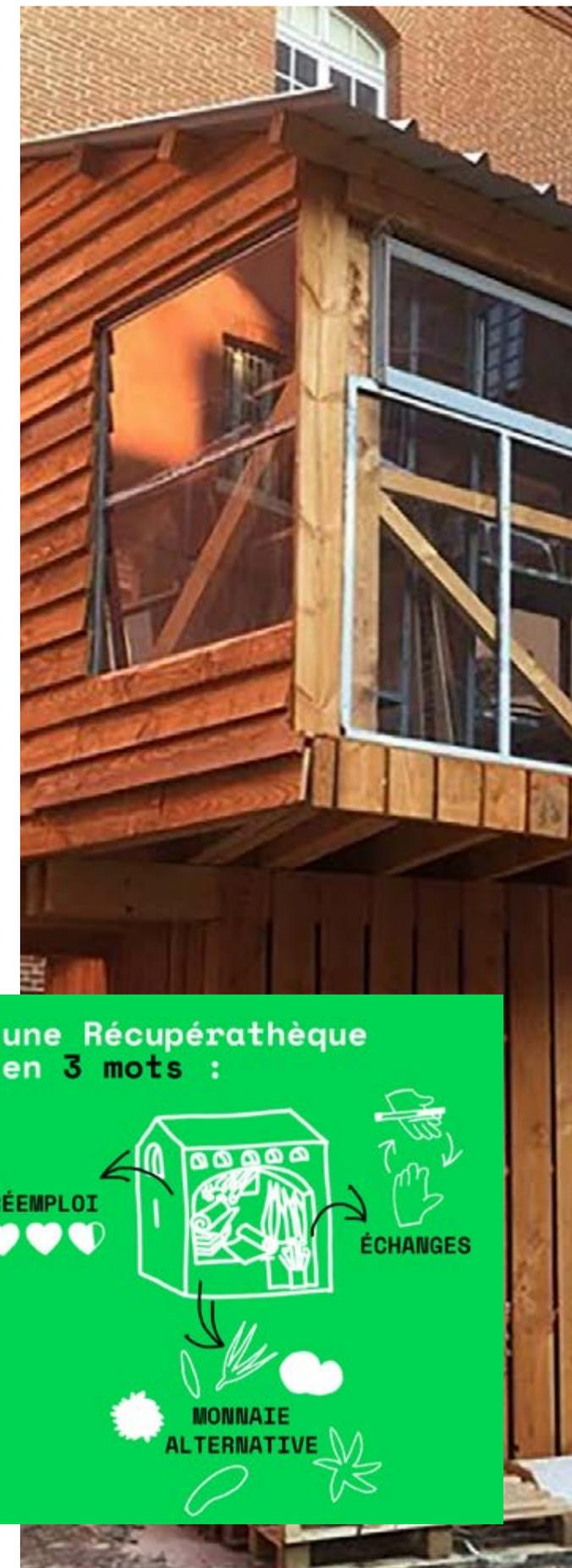
### Qui peut acheter des matériaux dans une Récupérathèque ?

Les adhérents et les adhérentes d'une récupérathèque peuvent acheter des matériaux. Il s'agit le plus souvent de tous les membres et anciens membres de l'école, ainsi que (plus exceptionnellement) le voisinage de la communauté de l'établissement.

### Comment s'organise une récupérathèque ?

L'organisation interne d'une récupérathèque est aux mains d'un bureau d'une quinzaine de personnes, mais l'essentiel de son fonctionnement quotidien repose sur le travail de jeunes étudiant-es volontaires qui offrent leurs services ou proposent des matériaux à la récupérathèque. La Fédération fonctionne sur le modèle de gouvernance partagée : le bureau est choisi chaque année à l'issue d'une élection sans candidat-e, les membres du bureau organisent leurs discussions et prises de décision en s'inspirant des méthodes d'intelligence collective.

Ludovic Emmada  
CJC



## Alimentation et santé

*À travers le monde, les problématiques liées au domaine de l'alimentation touchent un grand nombre de personnes. Si 811 millions de personnes souffrent de la faim selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), elles sont plus de 2,37 milliards à ne pas avoir accès à une alimentation adéquate et à souffrir d'insécurité alimentaire et de carences en micronutriments. Le surpoids et l'obésité sont également en augmentation et sont devenus un problème mondial dans tous les pays<sup>1</sup>. La malnutrition est véritablement un problème majeur et nous concerne tous et toutes, au Sud comme au Nord.*

### La malnutrition, une situation problématique aussi en Belgique

Selon des chiffres de Sciensano de 2018, près de la moitié de la population belge (49,3 %) est en surpoids et 15,9 % en situation d'obésité, avec ce que cela comporte comme risques de maladie chronique. Les Belges mangeraient en moyenne trop gras, trop sucré et trop salé par rapport à leurs besoins nutritionnels et par rapport à leurs dépenses énergétiques. Il existe un écart sérieux entre les recommandations nutritionnelles et la consommation alimentaire réelle. En 2018, seulement 12,7 % de la population belge âgée de 6 ans et plus consommaient la quantité quotidienne recommandée de fruits et légumes (cinq portions minimum). Enfin, en 2018 toujours, 20,4 % de la population consommaient quotidiennement des boissons sucrées et 4,1 % en consommaient au moins un litre par jour<sup>2</sup>.

À la lecture de ces chiffres, certain-es pourraient avoir le réflexe de considérer que ce type de problématique relève de la seule responsabilité individuelle, ou presque. Or, pour comprendre ces données - et pour les infléchir - il nous semble nécessaire d'aller plus loin que les habituels poncifs culpabilisateurs qui se contentent d'expliquer les situations de surpoids par le fait de ne pas bouger assez, de manger trop, de manquer de volonté. On peut d'ailleurs légitimement se demander : quid de la responsabilité de l'État - belge en l'occurrence - dans tout cela ? Et quels sont les freins structurels à une bonne alimentation ? Deux questions qui seront explorées dans cet article.

### L'alimentation, un droit fondamental !

Tout d'abord, il faut rappeler que « le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental et universel qui appartient à chaque personne et à chaque groupe humain »<sup>3</sup>. Plus précisément, la réalisation du droit à une alimentation « adéquate » est une obligation contraignante pour les gouvernements reconnue en droit international. La base juridique de cette obligation se situe d'abord dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), ratifié par plus de 160 États - en ce compris la Belgique - qui se doivent de respecter « le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence ». En vertu de ce texte, les États doivent aussi respecter « le droit fondamental [...] d'être à l'abri de la faim »<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Jonathan Peuch, [Droit à une alimentation de qualité et Systèmes alimentaires : Pourquoi il est si difficile de bien manger en Belgique et ce qu'on peut y faire](#), FIAN Belgium, juin 2022 ; Food and Agriculture Organization of the U.N., [The State of Food Security and Nutrition in the World 2021](#).

<sup>2</sup> Sabine Dieskens, État nutritionnel : Enquête de santé 2018, Sciensano, octobre 2019 ; Jonathan Peuch, [Appliquer le droit à l'alimentation, une obligation pour l'État](#), Politique, juin 2021 ; Site [Vers une Belgique en bonne santé](#).

<sup>3</sup> FIAN Belgium, [Le droit à l'alimentation](#).

<sup>4</sup> Nations-Unies, [Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels](#).

Cette base juridique générale a été précisée par le Comité pour les droits économiques, sociaux et culturels (DESC) de l'ONU, dans son observation générale n° 12 - texte qui mentionne que « tout État est tenu d'assurer à toute personne placée sous sa juridiction l'accès à une nourriture minimale essentielle, suffisante, adéquate du point de vue nutritionnel et sûre, pour la mettre à l'abri de la faim ». Le Comité avait également précisé que « le droit à une alimentation adéquate ne doit pas être interprété dans un sens étroit ou restrictif qui l'assimile à un apport minimal de calories, de protéines et d'autres nutriments spécifiques »<sup>5</sup>.

À noter que la Belgique a aussi ratifié les autres principaux instruments des droits humains qui reconnaissent le droit à l'alimentation. La Belgique est donc soumise aux obligations du droit à l'alimentation et ce droit est applicable et utilisable devant les tribunaux belges.

### La notion d'adéquation

Le champ d'application du droit à l'alimentation est, on le voit, plus vaste que de prémunir les populations de la faim. Olivier De Schutter, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, avait proposé cette définition : « Le droit d'avoir un accès régulier, permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers, à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient, et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur »<sup>6</sup>. La notion d'adéquation est ici centrale car elle implique que les produits doivent mener à la construction de régimes alimentaires sains permettant à chaque personne de mener une vie digne et en bonne santé, physique et mentale. Et pour l'ancien rapporteur, l'adéquation du droit à l'alimentation signifie aussi que : « Les aliments doivent [...] être sans danger pour l'homme et exempts de substances nocives, telles que les polluants provenant de processus industriels ou agricoles [...] »<sup>7</sup>.

<sup>5</sup> Jonathan Peuch, [Droit à une alimentation de qualité et Systèmes alimentaires : Pourquoi il est si difficile de bien manger en Belgique et ce qu'on peut y faire](#), FIAN Belgium, juin 2022.

<sup>6</sup> Jonathan Peuch, [Appliquer le droit à l'alimentation, une obligation pour l'État](#), Politique, juin 2021.

<sup>7</sup> Jonathan Peuch, [Droit à une alimentation de qualité et Systèmes alimentaires : Pourquoi il est si difficile de bien manger en Belgique et ce qu'on peut y faire](#), FIAN Belgium, juin 2022.



## Des freins structurels

Si le principe veut que l'État belge garantisse à ses citoyen·nes une alimentation adéquate leur permettant d'être en bonne santé, la réalité quant à elle nous rappelle qu'alimentation est encore loin de rimer avec santé, la malnutrition étant l'une des manifestations de cette situation problématique. Pourquoi ? L'étude Droit à une alimentation de qualité et systèmes alimentaires publiée par FIAN Belgium en juin 2022 nous éclaire largement sur les liens qui unissent la malnutrition et le système alimentaire industriel actuel. L'étude explique et démontre que la malnutrition est devenue un problème mondial depuis que les systèmes alimentaires locaux ont été balayés par un système « global et corporatif ». Ce dernier « tend à sélectionner les produits, à en favoriser certains et à en exclure d'autres, ce qui se reflète dans la consommation alimentaire finale par l'homogénéisation des régimes alimentaires sur quelques cultures de base, ainsi que par la consommation de produits alimentaires ultra-transformés qui ont une marge de profit élevée mais entraînent de mauvais résultats pour la santé ».

Parmi les produits alimentaires favorisés, se trouvent les céréales et huiles végétales (leur disponibilité mondiale a d'ailleurs entraîné une augmentation de la consommation de graisses dans les pays à faible revenu), le sucre, certaines viandes, les boissons en bouteille et le lait en poudre. À contrario, les produits frais (fruits, légumes, légumineuses) sont considérés comme peu compatibles avec le système mondial actuel : ils sont fragiles – ce qui doit être compensé

par une utilisation massive de produits chimiques – et nécessitent de la main d'œuvre et des conditions de stockage complexes, contrairement aux produits ultra-transformés.

Il faut de plus mentionner que le système alimentaire industriel dominant a notamment été soutenu par un cadre réglementaire international favorisant la mondialisation des marchés par la normalisation et le libre-échange.

La négligence de la question de l'adéquation alimentaire est donc intimement liée à un système global qui tire ses fondements dans la vision de la malnutrition qu'avaient les gouvernements au sortir de la Seconde Guerre mondiale : l'objectif premier était alors de s'éloigner de la famine, tous les jetons ont donc été misés sur les macro-nutriments, au détriment des micro-nutriments (contenus dans produits frais et diversifiés).

## Une nécessaire action publique

Si le système est global et complexe et que la malnutrition semble dépasser la seule compétence d'un État, cela ne signifie pas pour autant que les États peuvent ménager leurs efforts en matière d'alimentation : appliquer le droit à l'alimentation n'est pas une option et garantir le droit à une alimentation adéquate, suffisante, disponible et accessible ne l'est pas moins.

Pour s'assurer d'une cohérence de toutes les politiques qui ont un impact sur l'alimentation, il faudrait assurer une synergie et une cohérence entre les différents niveaux de gouvernance (local, national, européen, international...), en plus d'une cohérence intersectorielle.

Au niveau belge, où il n'existe pas de politique alimentaire globale et multisectorielle (ce qui permettrait une approche unifiée des divers enjeux du droit à l'alimentation et à la nutrition, selon FIAN Belgium), les politiques sont gérées de manière sectorielle : agriculture, nutrition et santé sont donc gérées de manière indépendante. Une approche intersectorielle est donc certainement nécessaire au niveau belge, mais il nous semble également important que la Belgique défende à l'international une vision de l'alimentation qui place l'humain et sa santé au cœur de ses considérations.

Enfin, il nous faut conclure sur la nécessité de ne pas dissocier santé et durabilité. Selon De Schutter, une transition des systèmes alimentaires vers des systèmes plus durables, sains et nutritifs est nécessaire pour garantir le droit à l'alimentation. Michael Fakhri, actuel Rapporteur spécial, insiste également sur l'importance de l'agroécologie – ensemble des pratiques agricoles basées sur les cycles naturels des écosystèmes qui les accueillent – pour la réalisation du droit à l'alimentation et à la nutrition. C'est également dans l'agroécologie qu'Entraide et Fraternité voit une piste d'amélioration du système mondial de production agricole, et l'association met également en avant la nécessité de questionner et de débattre du commerce international, basé sur la maximisation des échanges au moindre coût financier.

Émilie Quenon  
CJC

## Sources

Sabine Dieskens, État nutritionnel : Enquête de santé 2018, Sciensano, octobre 2019.

Jonathan Peuch, [Appliquer le droit à l'alimentation, une obligation pour l'État](#), Politique, juin 2021.

Jonathan Peuch, [Droit à une alimentation de qualité et Systèmes alimentaires : Pourquoi il est si difficile de bien manger en Belgique et ce qu'on peut y faire](#), FIAN Belgium, juin 2022.

Lora Verheecke, [Plus de conditions pour importer en Europe](#), Entraide et Fraternité, juin 2022.

Food and Agriculture Organization of the U.N., [The State of Food Security and Nutrition in the World 2021](#).

Food and Agriculture Organization of the U.N., [Le droit à l'alimentation autour du globe](#).

FIAN Belgium, [Le droit à l'alimentation](#).

Nations-Unies, [Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels](#).

Nations-Unies, Questions de fond au regard de la mise en œuvre du PIDESC : Observation générale 12 (le droit à une nourriture suffisante).

Olivier De Schutter, [Droit à l'alimentation](#).

[Vers une Belgique en bonne santé](#).



# Des potagers collectifs aux ceintures alimentaires : vers une plus grande souveraineté alimentaire

Les potagers collectifs ont fleuri dans nos villes depuis quelques années sous le regain d'intérêt porté un public jeune et varié. Lorsque les potagers collectifs entrent en synergie et se connectent à la zone rurale la plus proche d'une ville, ils créent un pont entre consommateurs/consommatrices et agriculteurs/agricultrices. Si le projet se développe à l'échelle d'une ville, les potagers collectifs peuvent devenir de véritables ceintures alimentaires.

## C'est quoi une ceinture alimentaire ?

Une ceinture alimentaire est un projet à l'échelle d'une ville ou d'une province, qui développe un mode de production, de distribution et de consommation en circuit court local en vue de garantir la souveraineté alimentaire des habitants et des habitantes. Le terme « ceinture » fait référence aux multiples projets mis sur pied au sein d'une ville visant à favoriser une solidarité entre la ville et la zone rurale environnante. Cette solidarité implique une participation active entre les citoyens et les citoyennes, d'une part, et les ruraux, d'autre part. Les projets émergent toujours sur une base collective en vue d'une transition écologique dans le secteur de la production et de la consommation alimentaires. Les projets diffèrent d'une ceinture à une autre mais les objectifs poursuivis sont identiques : la souveraineté alimentaire, les circuits courts locaux et la plus-value écologique et sociale.

## Au cœur des ceintures alimentaires belges

De nombreux projets de ceintures alimentaires ont vu le jour en Belgique depuis quelques années. Ils sont pour la plupart soutenus par les pouvoirs locaux, le secteur associatif et les mouvements citoyens. Ces dernières années, les projets se sont multipliés pour différentes raisons : une sensibilisation accrue aux modes de consommation, un souci plus particulier pour la santé et une volonté d'assurer la souveraineté alimentaire d'une région face à des conjonctures extérieures (comme la flambée des prix des céréales suite à l'invasion de l'Ukraine, entre autres).

En province de Liège, la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise [CATL] s'est construite autour d'une mobilisation citoyenne en faveur du développement d'une filière alimentaire courte et écologique. Créée en 2013, la Ceinture Alimentaire Liégeoise s'est engagée dans divers projets : création de coopératives, organisation d'événements artistiques et intellectuels autour de l'alimentation, accompagnement de projets alimentaires, participation à des travaux de recherche. L'appel à projets CREaFARM vise, à travers la mise à disposition de terrains communaux, à encourager le développement de projets d'agriculture urbaine à Liège. Les cantines scolaires durables<sup>1</sup> constituent un moyen de soutenir la transition alimentaire, le développement de circuits courts locaux et l'accès à une alimentation de qualité pour les enfants.

<sup>1</sup> [www.collectifcantinesdurables.be](http://www.collectifcantinesdurables.be)

<sup>2</sup> Rapport d'activités du RCR<sup>2</sup> - 2021



Dans la même optique, est née récemment la Ceinture Alimentaire Namuroise (CAN). Elle vise les mêmes objectifs que celle de Liège. Elle est encore assez récente et a été impulsée notamment grâce à une de nos organisations membres, le RCR<sup>2</sup>. L'état des lieux effectué par le RCR<sup>2</sup> en 2019 a pointé l'essor des potagers collectifs en Wallonie et à Bruxelles : « Reflet de l'intérêt de la population aux thématiques de l'alimentation durable et à la réappropriation des savoirs, ces lieux multigénérationnels, inclusifs et solidaires où chacun et chacune a l'opportunité d'apprendre et de transmettre, se révèlent de fécondes portes d'entrée à une large sensibilisation à l'environnement. Raisons pour lesquelles, les pouvoirs publics et acteurs sociaux soutiennent également l'émergence de ces initiatives au niveau local<sup>2</sup> ». Deux projets ambitieux ont été mis en place à l'initiative de la Ville de Namur et dont l'un des partenaires est le RCR<sup>2</sup> :

- L'instauration d'un [Conseil Agro-alimentaire Durable Namurois \(CADN\)](#)
- La création d'un projet de réseau alimentaire local structuré (Nourrir Namur)

## Ça bouge aussi à Bruxelles !

La Région de Bruxelles-Capitale met en œuvre un programme de transition vers un système alimentaire durable. Cette transition s'opère à différents niveaux, tant auprès des citoyen·nes que des acteurs économiques, privés, publics et associatifs. La Région a pris une série de mesures, dont notamment le développement d'une Alliance Emploi Environnement sur l'alimentation durable, la réalisation d'un plan d'action détaillé et l'accompagnement d'initiatives citoyennes, d'écoles ou encore de cantines... Retrouvez toutes les informations utiles sur le site web de Bruxelles Environnement.

Ludovic Emmada  
CJC

## C'est quoi la différence entre sécurité alimentaire et souveraineté alimentaire ?

La sécurité alimentaire est un objectif, alors que la souveraineté alimentaire décrit les moyens d'y parvenir. « La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. »

# Initiatives gustatives

Si ce dossier aborde des questions liées à l'alimentation, c'est qu'il s'agit d'une thématique que vivent les membres du CJC à travers une série d'activités et dans leur fonctionnement quotidien. Voici quelques initiatives qui abordent ces questions.

## Déballe ta pub !

### L'influenceur de ton assiette c'est toi (Ocarina)

Au regard des enjeux de notre époque, notamment en matière de santé publique, de climat ou de fonctionnement de l'appareil démocratique, les modes de consommation qui prévalent depuis le siècle dernier sont remis en question. Afin de pouvoir aborder cette problématique avec des enfants sur la route d'une citoyenneté critique et active, Ocarina a développé un outil à destination des jeunes de 10 à 12 ans, qu'elles ou ils soient en groupe-classe, en Organisation de Jeunesse, en maison de jeunes, ou dans tout autre contexte.



Des vidéos qui déconstruisent les ficelles de la pub et son influence sur notre consommation, un dossier théorique qui dresse un large portrait de la publicité dans notre société, des pistes pédagogiques qui permettent d'aborder ces problématiques avec les jeunes : vous trouverez tout ça dans l'outil *Déballe ta Pub !*, développé par Ocarina en collaboration avec le service Promotion de la santé de la Mutualité Chrétienne.

[www.mc.be/la-mc/conseil-aide/infor-sante/deballe-ta-pub](http://www.mc.be/la-mc/conseil-aide/infor-sante/deballe-ta-pub)

## Activités alimentation d'Ego-Logique

Pour atteindre ses finalités de développement de qualités de CRACS et d'émancipation chez les jeunes, Ego-Logique a très souvent recours à des exercices créatifs qui mènent vers une découverte ou une nouvelle compréhension d'un pan de notre société. Parmi ces activités, plusieurs proposent de se réapproprier notre rapport à l'alimentation. C'est le cas des activités « Cuisine Nature » et « Saines Gourmandises ».



Elles partent du constat que les grandes surfaces alimentaires ont pris une importance démesurée dans notre vie, et que ces dernières nous poussent à consommer des produits qui souvent ne sont pas en adéquation avec un mode d'alimentation durable. En faisant redécouvrir aux jeunes que la première source de notre alimentation est la nature, et pas les dites grandes surfaces, ces activités nous montrent que notre système actuel n'est pas une fatalité, et qu'on peut se nourrir de manière saine et durable tout en continuant à prendre du plaisir en cuisine et à table.

[www.ego-logique.org/fichesactivites](http://www.ego-logique.org/fichesactivites)

## Outils intendance des Guides et des Patros

Dans les mouvements, et principalement lors des camps en été, l'intendance a une place énorme, dans la logistique qu'il faut mettre en place pour qu'elle se passe comme sur des roulettes, mais aussi dans le potentiel éducatif qui peut se cacher derrière. Et les mouvements l'ont bien compris puisqu'ils développent ou relayent en continu des outils qui permettent aux cuistots de préparer au mieux les différents points qui mènent à une intendance réussie.



Le premier de ces outils qui s'appelle « Un cuistot plus que parfait », est développé par Résonance et ses membres, et permet de réduire à peau de chagrin les risques et les dangers que peuvent receler une cuisine et la préparation de repas pour la santé des animé-es, des animateurs et animatrices, et des cuistots. Les Guides ont aussi développé un « Carnet de l'intendance », disponible en ligne, qui reprend des informations théoriques, des pistes de développement, des idées d'amélioration funs et des recettes pour une intendance saine, sécurisée et même éco-responsable ! Et en matière d'alimentation éco-responsable, on peut également citer les propositions « Camp, on y pense, #8 » du Patro et « Écoactif » des Guides, qui reprennent un tas d'idées pour des séjours plus verts, et abordent évidemment les questions d'alimentation durable.

[www.guides.be/bibliotheque/documents-pedagogiques/animateur/poster-cuistot-parfait](http://www.guides.be/bibliotheque/documents-pedagogiques/animateur/poster-cuistot-parfait)

[www.guides.be/bibliotheque/documents-pedagogiques/www.patro.be/2022/06/29/camp-on-y-pense-camp-zero-dechet-alimentation-durable/](http://www.guides.be/bibliotheque/documents-pedagogiques/www.patro.be/2022/06/29/camp-on-y-pense-camp-zero-dechet-alimentation-durable/)

[www.guides.be/animateur/ton-animation/eco-actif](http://www.guides.be/animateur/ton-animation/eco-actif)

<https://patro.be/2022/06/29/camp-on-y-pense-camp-zero-dechet-alimentation-durable/>

## Autres initiatives (Déclien Perspectives, Musée du Capitalisme, JOC)

L'alimentation est présente dans une foule d'autres activités et missions des associations membres du CJC. En plus du rôle dans la Ceinture Alimentaire Namuroise du RCR<sup>2</sup> qu'on vous a déjà détaillé plus tôt dans ce dossier, on peut citer les activités de Déclien en Perspectives qui abordent régulièrement les questions de relocalisation de l'alimentation notamment via la Tournée des Possibles qui invite les participant-es à découvrir une série d'initiatives locales d'alimentation durables à travers tout le territoire de la FW-B, mais aussi via les projets accompagnés (Le Pain Levé, Foodarity, etc.) et une curiosité permanente quant à cette thématique.

Le Musée du Capitalisme explore l'influence du capitalisme dans les différentes facettes de nos vies. Il n'était donc pas question qu'il passe sous silence la question de l'alimentation, éminemment influencée au cours des derniers siècles par la structuration capitaliste de nos sociétés occidentales. Parmi une pléthore d'autres sujets, le Musée traite donc de l'évolution de l'alimentation dans le système capitaliste et des problèmes soulevés par l'industrie agro-alimentaire actuelle dans son exposition.

Enfin, plusieurs associations incluent des considérations sur l'alimentation dans certains de leurs textes fondateurs. C'est notamment le cas des Jeunes Organisés et Combatifs qui placent au sein des sept enjeux pour une société juste et égalitaire, « l'accès à la culture, aux loisirs et à une alimentation saine et de qualité ».

Victor Valet

CJC

[www.declien-perspectives.be/et-si-le-nouveau-chemin-du-bonheur-se-trouvait-dans-la-realisation-de-projets-agricoles/](http://www.declien-perspectives.be/et-si-le-nouveau-chemin-du-bonheur-se-trouvait-dans-la-realisation-de-projets-agricoles/)

[www.museeducapitalisme.org/wp-content/uploads/2018/10/guide\\_pe%CC%81dagogique-ge%CC%81ne%CC%81ra.pdf](http://www.museeducapitalisme.org/wp-content/uploads/2018/10/guide_pe%CC%81dagogique-ge%CC%81ne%CC%81ra.pdf)

[www.museeducapitalisme.org/wp-content/uploads/2018/10/guide-FR-sans-rebord.pdf](http://www.museeducapitalisme.org/wp-content/uploads/2018/10/guide-FR-sans-rebord.pdf)

[www.joc.be/septenjeux/](http://www.joc.be/septenjeux/)

# La participation consciente : le mode de paiement qui réduit efficacement les inégalités !

Avec ses innombrables exclusions pour motifs financiers, notre système capitaliste est tout sauf juste et égalitaire. Pourtant, une méthode de rétribution basée sur nos capacités financières est en train de se frayer un chemin dans cette course au profit : il s'agit de la participation consciente. Développé par l'Université du Nous, un espace d'expérimentation dans la transition sociale, ce mode de rémunération diminue les écarts économiques en rendant la participation à des activités possible pour toutes et tous.

### Privilégier la solidarité, au détriment de l'individualisme

Pour pallier à cette discrimination économique, la participation consciente permet de choisir le tarif d'une activité en fonction de ses moyens. En écartant personne pour cause de prix trop élevé, ce mode de paiement privilégie le 'faire ensemble' et la solidarité au détriment de l'individualisme. En payant proportionnellement à ses moyens, cela permet de créer un équilibre entre les personnes fragilisées qui payeront moins, et les participant-es plus aisés qui paieront plus et contribueront, de ce fait, à l'accès des moins nantis.

### En pratique, ça donne quoi ?

En fin d'activité, chacun-e décide du montant qu'il ou elle souhaite payer. Le choix de ce montant, totalement libre mais obligatoire (minimum 1 €), se base sur trois critères :

1. La valeur de l'activité. Cela comprend la qualité de l'activité, mais aussi tous les efforts nécessaires à sa réalisation (préparation, logistique...). Une explication transparente des coûts liés à l'activité est donnée par les organisateurs et organisatrices.
2. Les prix pratiqués sur le marché.
3. Le juste-milieu selon ses possibilités financières.



Finalement, le montant total récolté, la moyenne, le montant le plus bas et le plus haut sont communiqués à l'ensemble des participant-es de façon anonyme.

### La participation consciente chez Déclic en PerspectivES !

En tant qu'ASBL ancrée dans l'économie sociale, c'est tout naturellement que nous avons mis ce mode de paiement plus équitable en place ! Dès la rentrée, participez à l'un de nos programmes propulseur d'idées engagées et faites l'expérience de la participation consciente !

**LA RUCHE** : Un parcours de six jours pour faire émerger une idée de projet entrepreneurial au service d'un changement sociétal !

- À Bruxelles les 4, 5, 6 & 25, 26, 27 novembre 2022

**LA TOURNÉE DES POSSIBLES** : trois jours pour approfondir les enjeux liés à l'alimentation durable, en questionnant les spécificités socio-culturelles de la Région Bruxelloise.

*Maxime Rousseaux et Caroline Vandepuit*

*Chargé-es de communication chez Déclic en PerspectivES*

# S'engager pour la sécurité dans les jeux de rôle grandeur nature, tout un programme !

### Mais au fond, quel programme ?

L'annonce d'un-e chargé-e du projet SAFE à BE Larp, la Fédération Belge du Jeu de Rôles Grandeur Nature, soutenue par le CJC, était sortie depuis quelques heures seulement que je recevais déjà plusieurs mails m'indiquant que « ce job était fait pour toi ! » Pour moi ?

J'ai un profil assez atypique, ayant vogué de la puériculture vers l'anthropologie avec un détour par le travail social, ayant slalomé entre l'aide aux personnes, la cuisine, le maraichage et autant d'engagements sociaux, politiques et culturels. Alors je décide de tenter ma chance... Et je suis prise.

Avant mon arrivée, des volontaires de la Fédération se retrouvaient déjà régulièrement pour réfléchir et écrire sur les questions de violence et de harcèlement dans le jeu de rôles. Cependant, pour aller plus loin, ils et elles avaient besoin d'une personne pour centraliser les questions les plus importantes et permettre au groupe de produire du contenu sérieux et accessible à la communauté des rôlistes de tout âge, le but étant d'améliorer la sécurité et l'inclusivité dans le jeu de rôle grandeur nature (ou GN).

La protection contre le harcèlement ou la violence sont des thématiques complexes dans le contexte spécifique du GN. D'une part, il n'est pas évident d'identifier et de montrer aux responsables des événements auxquels nous

participons la preuve de ce que nous vivons. Nous savons par les études sur les sujets de harcèlement, de violences physiques et/ou sexuelles, que les agresseurs et agresseuses ont une capacité de jouer de cette ambiguïté et de la honte et/ou de la culpabilité que ressentent souvent les victimes. D'autre part, le fait de jouer un rôle, de s'autoriser à être un personnage mauvais ou puissant, peut permettre à certain-es, d'avoir des comportements déplacés en se cachant derrière leur personnage. Parce qu'au fond : « c'était en jeu. »

Il est donc important de mettre en place un cadre clair et complet qui laisserait le moins de place possible aux situations floues. Pour cela, il faut réfléchir aux questions juridiques, faire des ponts avec des associations qui sont spécialisées dans la recherche sur ces sujets et/ou la gestion de ces situations. Nous devons aussi trouver la meilleure façon de communiquer sur ces thématiques, car elles sont sensibles et peuvent susciter beaucoup de débats et, parfois, des tensions.

Enfin, une grosse demande de formations sur ces questions existe, mais elle a besoin de temps et de moyens pour être mise en place. En tant qu'Organisation de Jeunesse, nous trouvons important de sensibiliser, mais aussi de faire réfléchir notre public sur ce sujet.

Vous l'aurez compris : ces questions sont essentielles et je compte bien apporter ma pierre à l'édifice !

*Joanna Przewoznik  
BE Larp*



Le but étant d'améliorer la sécurité et l'inclusivité dans le jeu de rôle grandeur nature.

## LABY // FORMATIONS

Le CJC propose un nouveau programme de formations 2022-2023, dont une nouvelle formation : la Laby Bien-Être. Organisées en collaboration avec Résonance, les formations du CJC sont destinées aux cadres, permanents-es et volontaires des organisations membres du CJC. Ces formations ont pour objectif d'aiguiller les équipes d'animation des associations dans leur travail et de leur faire découvrir les spécificités du secteur de la Jeunesse. Développement de nouvelles compétences, rencontres et partages d'expériences constituent les maîtres mots des formations Laby du CJC. Nos prochaines formations sont la Laby Art de la communication les 16 novembre et 13 décembre, et la Laby Secteur J : les financements de projets les 28, 29 novembre et 8 décembre.

Plus d'informations sur notre site : <https://cjc.be/-Formations-LABY-338-.html>

## EN ROUTE VERS LA LIBERTÉ // JEU DE RÔLE

En collaboration avec le Mouvement Eucharistique des Jeunes, le Réseau Jeunesse a développé un jeu de rôle sur l'exode. Ce jeu de rôle est conçu pour jouer de 2 à 10 joueurs ou joueuses à partir de 8 ans. Chaque joueur ou joueuse va incarner un personnage afin d'aider le peuple des Hébreux à sortir d'Égypte.

Tous les documents sont téléchargeables gratuitement sur [Suivez-le guide et vivez ensemble cette aventure vers la liberté !](#)

## L'info autrement



### TOPS

L'évènement Détour Vert le Futur du CJC qui a été une réussite.

La marche climat du 23 octobre qui a rassemblé plus de 30 000 personnes, dont un bon nombre de jeunes issu-es des Organisations de Jeunesse.



### FLOP

L'inflation qui continue de grimper.

## INFRAS // APPEL À PROJETS

L'appel à projets « Infrass », organisé annuellement, permet aux Organisations de Jeunesse et Centres de Jeunes d'obtenir une subvention de sécurisation ou de mise en conformité de leurs locaux. Les investissements sont liés aux priorités suivantes : garantir la sécurité physique des personnes, améliorer la qualité de l'accueil des lieux en termes d'hygiène, permettre l'accessibilité des différentes infrastructures à tous les types de publics et améliorer la sécurisation des biens.

Les demandes de mise en conformité des locaux privés ne sont accessibles qu'aux Maisons de jeunes, tandis que les demandes de sécurisation des locaux (privés ou publics) sont accessibles aux Organisations de Jeunesse, aux groupes locaux des mouvements de jeunesse, aux Centres d'Information des jeunes, aux Centres de Rencontres et d'Hébergement, et aux Maisons de jeunes. Vous avez jusqu'au 30 novembre 2022 pour remettre votre dossier.

Plus d'informations, allez sur le site <https://servicejeunesse.cfwb.be/index.php?id=1059>



## Portrait

## « Montrer l'exemple n'est pas le meilleur moyen de convaincre, c'est le seul » Ghandi



18 juillet 2022 – retour de vacances passées sur le bassin d'Arcachon. Les incendies qui s'y déroulent font la une des informations. Je lis un post sur LinkedIn qui m'interpelle : au JT de 20h hier soir sur TF1, le présentateur aurait consacré 19 min et 20 secondes aux feux de forêts et fortes chaleurs – sans jamais évoquer le changement climatique pour expliquer que ces canicules sont une des nombreuses manifestations de l'augmentation de nos gaz à effet de serre.

Auparavant, lorsque j'avais à faire face à des événements comme ceux-ci, je développais ce que l'on appelle de l'éco-anxiété. Face à l'immensité des défis liés à la crise écologique, je me sentais impuissante. J'avais le sentiment de savoir ce qui se passait, grâce à ma formation universitaire en développement durable, mais que les changements que je pouvais entreprendre à l'échelle personnelle ne me suffisaient plus ; j'avais besoin de rejoindre un mouvement collectif. En février 2022, j'ai été engagée par le CJC pour accompagner deux de ses ASBL membres, Gratte et Kaleo, dans leur démarche de transition écologique – depuis, j'ai le sentiment d'avoir des leviers d'action à ma disposition pour faire bouger les lignes. Et quels leviers !

Ah la jeunesse. J'ai l'intime conviction qu'elle est là, la solution ! Je suis persuadée que c'est en éduquant et en sensibilisant la génération de demain que l'on parviendra à ralentir les rouages de l'horlogerie du changement climatique. Depuis que j'ai rejoint ces deux Organisations

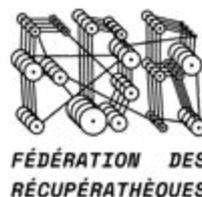
de Jeunesse, j'arrive de mieux en mieux à saisir que l'échelle du changement individuel et celle du collectif ne s'opposent pas, mais s'articulent. Lorsqu'on adopte un comportement individuel en société, comme celui de venir en transports en commun au travail, celui-ci n'a pas seulement comme conséquence l'effet direct qu'il produit (à savoir, dans ce cas-ci, une réduction de nos émissions liées aux transports) ; il a le pouvoir d'influencer les autres à faire de même. C'est pourquoi j'ai choisi d'illustrer ce portrait avec une citation de Ghandi qui dit « Montrer l'exemple n'est pas le meilleur moyen de convaincre, c'est le seul ». D'après moi, c'est en montrant aux jeunes que des solutions existent pour construire une société plus responsable qu'ils auront la volonté de se mettre en mouvement.

Si, en tant que conseillère, je ne serai qu'assez peu sur le terrain au contact direct des jeunes, mon rôle est d'outiller Gratte et Kaleo pour que leurs activités puissent perdurer tout en s'inscrivant dans une dynamique plus résiliente. A nouveau, l'idée, c'est de montrer l'exemple, pour que d'autres OJ rejoignent le mouvement !

Agathe Piette  
Eco-conseillère

# Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC) regroupe 26 associations œuvrant dans le domaine de la Jeunesse.



**CONTACT**  
 Conseil de la Jeunesse  
 Catholique  
 Rue des Drapiers 25  
 1050 Ixelles  
 02 230 32 83  
 cjc@cjc.be  
 www.cjc.be

Pour suivre l'actualité des Organisations de Jeunesse, rendez-vous sur la plate-forme

**ORGANISATIONS DE JEUNESSE.be**  
 Plate-forme associative des Organisations de Jeunesse

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
 de la Région wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale.